

Publicação LA REP. des Pyrénées Date 13/ 8 / 79  
 Localidade \_\_\_\_\_ Página 2  
 Tendência política \_\_\_\_\_  
 Frequência \_\_\_\_\_ Tiragem aproximada \_\_\_\_\_ mil ex.

## Portugal: mesures draconiennes pour le nouveau gouvernement

Le Parlement portugais débat à partir de lundi et pendant une dizaine de jours du programme du nouveau gouvernement portugais, que le Premier ministre, Mme Marie de Lourdes Pintasilgo a mis définitivement au point au cours d'une réunion samedi matin avec son équipe.

Pendant ses cent jours de vie, jusqu'aux prochaines élections législatives de novembre, le nouveau gouvernement va devoir prendre des mesures dans les domaines économique et social. Ces mesures sont d'autant plus urgentes que le gouvernement précédent de M. Pinto n'a pas pu, à cause de l'opposition de l'Assemblée, ou n'a pas voulu les prendre en temps utile.

Il s'agit en premier lieu, dans le domaine économique, de hausses de prix de produits «sensibles» tels les pommes de terre, le tabac, les transports et l'essence. Ainsi, le litre d'essence super passerait désormais, estimait-on, de 31 escudos (2,80 F) à 35 escudos (3,10 F), ce qui le mettrait au plus haut niveau européen.

Mme Pintasilgo va devoir, en outre prendre des mesures qui risquent de relancer l'agitation sociale sur le blocage des crédits et la limitation des salaires, afin de satisfaire aux conditions du F.M.I. pour l'attribution d'une nouvelle aide de 20 millions de droits de tirages spéciaux (100 millions de dollars).

Les derniers mois du gouvernement Pinto ont été marqués par des conflits sociaux touchant de nombreux secteurs de l'économie, certains ont été réglés (presse, chemin de fer ou navigation), mais des grèves fréquentes touchent encore les transports publics, les brasseries et les conserveries.

De nouveaux conflits sont apparus dans d'autres secteurs. Le dernier en date a conduit à une grève nationale des médecins, qui luttent pour la promulgation d'un statut inspiré des principes de la médecine libérale, alors que le Parlement a voté en juin un «service national de santé» qui prévoit une étatisation partielle de leur profession.

L'application de la loi sur la réforme agraire, qui se traduit par la restitution, sous protection policière, de terres à leurs anciens propriétaires d'avant la révolution de 1974, est également une question qui appelle des mesures d'urgence de la part du nouveau gouvernement.

Ces mesures d'autant plus difficiles à prendre que Mme Pintasilgo risque sur ce point d'enregistrer une opposition des deux partis de gauche (P.S. et P.C.), qui sont par ailleurs les mieux disposés à son égard.

Car on estime généralement à Lisbonne, que Mme Pintasilgo devrait obtenir sans problèmes, après 10 jours de débat, l'approbation du Parlement et son investiture, la minorité parlementaire des partis de centre droit qui lui sont opposés ne suffisant au vote d'une motion de défiance.

